

À propos de *Vieillir dans la dignité*

Volume 13, Number 3, Summer 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91153ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(2019). À propos de *Vieillir dans la dignité*. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(3), 34–34.



PASCALE DUFOUR ET LORRAINE GUAY
QUI SOMMES-NOUS POUR ÊTRE DÉCOURAGÉES? CONVERSATION MILITANTE
 Montréal, Écosociété, 2019, 256 pages

En tant que responsable d'une nouvelle collection chez Fides portant sur la transmission entre générations, je suis bien placé pour apprécier cette contribution militante de Lorraine Guay, interrogée par Pascale Dufour. Arrivée à l'âge d'une retraite encore très active, Lorraine Guay entreprend ici un devoir de mémoire sur soixante années de militance au service du «Tiers-Monde» et des milieux communautaires québécois.

Mais en plus de livrer ici un legs socio-militant à destination des générations plus jeunes, elle fonde en grande partie la nécessité des luttes sociales sur une continuité avec les générations antérieures. Les combats, individuels et collectifs, contre les injustices et toutes les formes d'inégalités doivent s'inscrire dans une tradition remontant jusqu'aux luttes de nos ancêtres et ayant pris racine au fil du temps.

Certes, il est toujours difficile de faire son propre éloge et de se donner en exemple. Mais Lorraine Guay le fait avec modestie et sincérité, ce qui rend son témoignage particulièrement efficace. De plus, face à la mode des désengagements et de l'individualisme découragé et décourageant, elle affirme qu'il faut poursuivre avec courage et sans souci d'une réussite à tout prix. Les combats sont sans cesse à recommencer et je pourrais appeler Lorraine Guay Madame Sisyphe.

Quant à ceux et celles qui seraient tentés de laisser tomber, Lorraine Guay renforce en nous ce qu'elle appelle «la posture militante» qui nous maintient au combat. Vous souhaitez mieux saisir l'histoire des milieux communautaires et les raisons d'un engagement militant? Vous voulez mieux comprendre les multiples enjeux sociaux et rendre plus efficaces vos engagements à l'ère du néolibéralisme forcené et des populismes triomphants? La conversation entre Lorraine Guay et Pascale Dufour vous sera une potion indispensable et durable.

Jean Carette, Ph. D.



ROLANDE PINARD
L'ENVERS DU TRAVAIL. LE GENRE DE L'ÉMANCIPATION OUVRIÈRE
 Montréal, Lux Éditeur, Collection Humanités,
 2018, 392 pages

Rolande Pinard est sociologue. Elle a accompli toute une carrière en milieu syndical. Dans un précédent ouvrage, elle avait entrepris une analyse remarquable sur les «sens perdus du travail¹». Elle nous en livre aujourd'hui un complément et introduit ainsi son nouveau livre :

L'histoire du travail et la branche de la sociologie qui lui est consacrée font très peu de place au rôle tenu par des ouvrières, des employées, des activistes politiques et syndicales dans les transformations du travail. Comme sociologue, j'ai contribué à cette invisibilité, que j'associe à l'envers du travail, et c'est cette face cachée que je veux ici exposer.

Rolande Pinard révèle, et remet à la place qu'elle estime plus juste, le rapport social qui oppose hommes et femmes au long cours de l'histoire du travail industriel. Le plus souvent, affirme-t-elle, les syndicats ouvriers, affaiblis et désunis, ont joué la carte du partenariat avec le management pour obtenir davantage de concessions et de gains. En mettant de l'avant de telles stratégies, ils auraient selon Rolande Pinard, oublié et négligé les droits des femmes. Pire, ils auraient utilisé l'apport méconnu des femmes pour augmenter leurs droits propres, en excluant les femmes de «leur» classe ouvrière.

Ainsi, les femmes, actrices historiques indéniables, sont restées ou devenues les objets des manœuvres et des interventions syndicales principalement masculines, au point de devenir socialement invisibles et de rester les mineures qu'elles ont toujours été sous le capitalisme. À l'appui de son argumentaire, Rolande Pinard cite la sociologue Louise Vandelac :

En ajoutant le «e» du féminin à travailleur, ce «e» fournissait à lui seul les 2/3 des heures de travail dans le monde, ne percevait que 1/10 des revenus, possédait moins de 1/100 de la propriété mondiale et que sa pseudo-libération consacrait le «double travail-demi-salaire» pour la moitié des femmes et la dépendance économique au marché du mariage pour les autres...²

On voit bien ici que l'auteure introduit le travail domestique des femmes dans l'action des milieux ouvriers, sans oublier l'efficacité de l'activisme des femmes dans la construction même du mouvement ouvrier et de ce qu'elle appelle les «classes laborieuses».

Voilà un essai qui fera débat, mais dont l'originalité est majeure et l'argumentation assez solide pour résister à la longue aux doutes inévitables, mais féconds de la part des hommes, ouvriers, employés, syndicalistes et politiciens. Il y faudra cependant des études plus détaillées et des recherches «pluridimensionnelles» approfondies pour changer à terme notre perception de l'action des milieux ouvriers, des institutions syndicales et de l'histoire du travail sous le capitalisme industriel ou managérial.

Jean Carette, Ph. D.

- 1 Rolande Pinard, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Montréal, Liber, 2008.
- 2 Louise Vandelac, «Et si le travail tombait enceinte???»», *Revue Sociologie et sociétés*, vol.13, no 2, 1981, page 67.

À propos de *Vieillir dans la dignité*

Je suis heureux que *Les Cahiers de lecture* (printemps 2019) aient publié une analyse du livre de Claire Noël, *Vieillir dans la dignité et non dans la pauvreté*, texte qui permet au lecteur de mieux s'informer sur cette question cruciale de la pauvreté des aînés. Malheureusement, une erreur s'est sans doute glissée dans le texte de Daniel Gomez. Il écrit en effet : «[Claire Noël] semble privilégier la clientèle du SRG (Supplément du Revenu Garanti). Celui-ci tourne autour de 17 000\$». Or le maximum du SRG tourne autour de 900\$ par mois et donc 10800\$ par année, ce qui met la «bénéficiaire» bien loin des 17 000\$ du Seuil de faible revenu, appelé Seuil de Pauvreté. Merci à la rédaction de publier cette correction technique. (J. C.)